



Jeudi 16 novembre

Public, privé, toutes les raisons de se mobiliser !

La nouvelle réforme du droit du travail à travers toute une série de décrets en préparation est une transformation profonde des relations entre la-le salarié-e et l'employeur.

Ces mesures visent à généraliser la précarité, à faciliter les licenciements, à détourner les règles de négociation, de représentation et de défense collectives des salarié-e-s.

Salarié-e-s du privé et du public, toutes et tous concerné-e-s !

Dans le secteur privé, ces mesures visent à :

- généraliser la précarité
- faciliter les licenciements individuels et collectifs
- fusionner les instances représentatives du personnel et réduire leur champ d'intervention
- renvoyer au niveau de l'entreprise des négociations qui jusqu'à présent relevait de la branche

Dans la fonction publique, sont annoncés :

- le gel du point d'indice alors que l'inflation repart,
- le rétablissement de la journée de carence, ce qui revient, en fait, à taxer les malades
- la remise en cause du calendrier des mesures de refonte des carrières et des grilles de rémunération,
- la baisse des dotations aux collectivités locales
- la suppression de 120000 emplois (dont 70000 dans la seule Fonction Publique Territoriale),

Une politique menée au service du patronat et de la finance !

Les décrets ne sont pas encore publiés que le gouvernement lance une autre série de réformes

sur le baccalauréat et l'entrée à l'université, la formation professionnelle, l'apprentissage et l'assurance chômage, avant de s'attaquer aux retraites...

Le gouvernement n'agit que pour transformer notre société en profondeur et l'adapter coûte que coûte aux exigences du capitalisme mondialisé et financiarisé.

Au-delà des répercussions que vont avoir les réformes du droit du travail sur la fonction publique, le gouvernement entend poursuivre les ponctions sur les budgets publics actuellement en débat à l'Assemblée.

Les député-e-s ont voté la baisse de l'ISF pour un montant de près de 4 milliards d'euros en faveur des plus riches... et se sont dans le même temps prononcés pour l'augmentation de la CSG, qui va gravement impacter les revenus des retraités et des fonctionnaires et pour la diminution des APL.

Des mesures graves qui pèsent sur la santé des populations !

Surtout, ne tombez pas malade ! Avec 3 milliards d'euros d'économies sur l'assurance maladie, qui pourrait croire qu'il sera plus facile de se faire soigner demain ?

Rien ne justifie toutes ces régressions sociales !

Il est grand temps de mettre un coup d'arrêt à cette politique et d'exiger de véritables mesures de progrès social en faveur des salarié-e-s, des jeunes, des retraité-e-s.

Notre pays en a largement les moyens, parce que la France est championne d'Europe des dividendes versés à ses actionnaires (54 milliards d'euros l'an dernier).

Il est donc possible :

- de réduire le temps de travail, d'augmenter les salaires et de renforcer les garanties collectives ;
- de développer les services publics pour améliorer le quotidien des populations dans tous les territoires ;
- de renforcer la protection sociale des populations par une reconquête de notre Sécurité

sociale solidaire, universelle, à partir des richesses créées par notre travail ;

- de permettre à tous les jeunes, quelles que soient leurs origines sociales ou géographiques, de mener les études de leur choix dans des conditions qui leur permettent de réussir.

Vous ne voulez pas en rester là ! Ensemble nous serons plus forts !

Que l'on soit salarié-e du public ou du privé, étudiant-e, jeune, retraité-e ou privé-e d'emploi, nous sommes toutes et tous concerné-e-s et nous avons toutes les raisons de nous mobiliser.

**Le 16 novembre, journée nationale interprofessionnelle
Grèves et manifestations à 10h30 :**

- Bayonne, Place St Ursule
- Pau, Place de Verdun

Adresse aux syndicats des Pyrénées-Atlantiques

Pour nos organisations syndicales de salariés et d'étudiants, la politique libérale mise en œuvre par le gouvernement vise à accroître les inégalités au profit d'une minorité, qu'il s'agisse :

- de nombreuses dispositions inacceptables des ordonnances, limitant des droits des salariés-es ;
- des risques qui pèsent sur les droits des salariés-es et demandeurs d'emploi en matière d'assurance chômage ou de formation professionnelle ;
- de mesures précarisant toujours un peu plus l'emploi et l'insertion des jeunes sur le marché du travail ;
- de la remise en cause des droits à l'avenir des jeunes par l'instauration d'une sélection à l'entrée de l'enseignement supérieur ;
- de la modération salariale et de l'augmentation de la CSG ;
- des atteintes au service public et à la protection sociale.

Nos organisations s'adressent solennellement au gouvernement afin qu'il prenne en considération les attentes sociales multiples qui s'expriment dans le public et le privé, par les actifs, les jeunes, les demandeurs d'emploi et les retraités-es.

Compte tenu de la gravité de la situation, elles décident de faire du 16 novembre 2017 une journée de mobilisation interprofessionnelle, étudiante et lycéenne, par des grèves et manifestations.

Les organisations syndicales des Pyrénées-Atlantiques CGT/FO/FSU/Solidaires et l'organisation de jeunesse Solidaires Etudiants appellent tous les syndicats à organiser, en intersyndicale, des assemblées générales de salariés et d'étudiants dans toutes les entreprises et établissements pour débattre des modalités d'action du 16 novembre, puis des suites à donner en interne et au niveau interprofessionnel.